

ATTENTION DOCUMENT SOUS EMBARGO PUBLIABLE 4 JUILLET 2014 A 0H01

Paris, le 3 juillet 2014,

Le marché de l'emploi cadre stable en 2014

Selon les dernières prévisions de l'Apec, le nombre de recrutements de cadres devrait s'établir à 163 200 sur l'ensemble de l'année 2014, un niveau comparable à celui observé en 2013.

Selon Jean-Marie Marx, Directeur Général de l'Association, « *le marché de l'emploi des cadres devrait être stable en 2014 selon les résultats de notre modèle économétrique. Cette stabilité des recrutements par rapport à 2013 est notamment à mettre en lien avec une croissance économique modeste et une grande prudence des entreprises. Il faudra attendre 2015 et surtout 2016 pour retrouver un potentiel de reprise, et les niveaux d'embauches d'avant crise, proches de ceux observés en 2008.*

Les jeunes issus de l'enseignement supérieur et les seniors auront davantage de difficultés sur un marché qui va rester favorable aux cadres ayant de 1 à 15 ans d'expérience. Dans ce contexte, les cadres, qu'ils soient débutants ou confirmés, sollicitent l'appui de professionnels, et nous répondons à cette demande en renforçant nos services ».

En 2009, l'Apec a élaboré **un modèle économétrique** qui permet de conduire des prévisions de recrutements de cadres à l'horizon 2016, et apporte un éclairage fiable sur la tendance la plus probable. Ce modèle met en évidence la relation étroite existant entre, d'une part, les recrutements de cadres, et d'autre part, les investissements, la croissance et les départs à la retraite de cadres en poste. Le scénario retenu par l'Apec est celui **d'une « reprise économique modérée »**.

Six ans après le déclenchement de la crise financière qui s'est muée en récession, une reprise économique franche et durable n'est toujours pas d'actualité en France. Le PIB pourrait connaître, selon l'Insee¹ une faible progression n'excédant pas les 0,7 % en 2014, après une année 2013 caractérisée par une croissance étale et des moteurs économiques à l'arrêt. Cette **stagnation du PIB** observée notamment au premier trimestre 2014 (+0,4 %), est à mettre en lien d'une part avec des **dépenses de consommation** des ménages en retrait et, d'autre part avec une **contraction du commerce international**. Le rebond économique attendu à mi-année devrait être limité par des facteurs persistants. Même si le pouvoir d'achat des **ménages** se rehausse, cette amélioration ne devrait pas se traduire par un rebond important de la consommation des ménages.

Du côté **des entreprises**, face à une demande anémiée et à des taux de marge qui demeurent très bas, leur propension à investir ne devrait pas s'améliorer. Enfin, le rebond attendu du commerce mondial ne devrait pas profiter pleinement aux **exportations françaises** toujours pénalisées par l'appréciation de l'euro, même si la reprise qui s'amorce chez plusieurs partenaires commerciaux européens de la France pourrait avoir des effets positifs.

Toutefois la pause annoncée en matière d'assainissement budgétaire (en lien avec le délai accordé à la France par la Commission européenne pour ramener son déficit public à 3 % du PIB) pourrait permettre de retrouver un chemin de **croissance modérée**.

En outre, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) pourrait donner sa pleine mesure en 2015 et permettre de réenclencher une phase de **reprise de l'investissement** qui peut s'apparenter à un processus de rattrapage, après deux années de stagnation ou de recul. En effet, les entreprises ont la nécessité impérieuse de renouveler leur appareil productif pour rester compétitives.

Ce nouveau cycle d'investissement pourrait constituer le socle d'une croissance certes modérée mais durable. D'autant que le retour d'une croissance progressive, liée à la demande extérieure européenne et à l'investissement, serait de nature à restaurer la confiance des ménages durement entamée au premier trimestre 2014 durant lequel les dépenses de consommation des ménages ont reculé (-0,5 %).

¹ Insee, Note de conjoncture, Juin 2014

Le PIB pourrait ainsi progresser de 0,7 % en 2014, de 1,5 % en 2015 et de 1,7% à l'horizon de notre prévision. Après une nouvelle baisse prévisible en 2014 (en lien avec des dépenses d'investissement en logement des ménages en forte chute), l'investissement pourrait rebondir en 2015 (+2,5 %) et croître plus fortement en 2016 (+3,3%) et apporter une contribution décisive à une reprise même modérée

Évolution du PIB et de la FBCF selon le scénario « Reprise économique modérée »

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB	-2,9 %	+2,0 %	+ 2,1 %	+0,4 %	+0,4%	+0,7 %	+1,5 %	+1,7 %
FBCF	-9,1 %	+2,1 %	+ 2,1 %	+0,3 %	-0,8 %	-1,2 %	+2,5 %	+3,3 %

Sources : 2009 à 2014 : Insee (juin 2014) /2015 : OCDE (mai 2014) /2016 : EUROSTAT (mai 2014)

Il n'en demeure pas moins que toutes **les hypothèques pesant sur cette reprise modérée sont loin d'être levées.** La résorption des déficits, toujours d'actualité, fait peser une épée de Damoclès sur la croissance et pourrait rebattre les cartes des prévisions notamment pour 2015. D'autres aléas conjoncturels existent : les tendances déflationnistes vont-elles persister ? Les ménages vont-ils reconstituer une épargne de précaution ? Comment les entreprises vont-elles réagir aux nouvelles mesures gouvernementales ? Autant d'incertitudes qui brouillent les pistes.

Sur le front de l'emploi, il semble difficile d'anticiper une amélioration. Les entreprises disposant de réserves de productivité et toujours préoccupées par le redressement de leur taux de marge **ne devraient pas, à court terme, recruter massivement.** Ainsi, selon l'Insee, l'emploi dans le secteur marchand pourrait reculer en 2014 (-22 000 postes) alors que dans la sphère non marchande 60 000 postes pourraient être créés grâce aux emplois d'avenir. Au total 56 000 emplois pourraient être créés mais cela s'avèrerait insuffisant pour absorber la hausse de la population active (+ 124 000 en 2014). Le taux de chômage pourrait atteindre les 9,8 % en France métropolitaine en 2014. **Le retour d'une croissance durable mais modérée** serait encore insuffisante pour améliorer de façon prégnante la situation du marché du travail. Seraient particulièrement concernés les seniors en recherche d'emploi, davantage touchés que les autres par la hausse du chômage et particulièrement le chômage de longue durée. Ils connaîtraient encore de grandes difficultés pour un retour à l'emploi. Ainsi, la part des cadres en poste dans l'ensemble **des départs à la retraite** devrait fléchir en 2014 (48 %) puis se stabiliser à partir de 2016

Départs à la retraite de cadres en poste selon le scénario «Reprise économique modérée »

	Ensemble des départs à la retraite de cadres*	% de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite**	Nombre de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite	Évolution du nombre de départs à la retraite de cadres en poste
2007	105 030	60 %	63 020	-4 %
2008	111 480	63 %	70 240	+11 %
2009	101 260	63 %	63 790	-9 %
2010	103 080	60 %	61 850	-3 %
2011	84 209	60 %	50 530	-18 %
2012	82 359	56 %	46 120	-9 %
2013	94 690	50 %	47 350	+3 %
2014	100 298	48 %	48 140	+2 %
2015	108 318	48 %	51 990	+8 %
2016	109 085	49 %	53 450	+3 %

Sources : *A partir de 2011, projections Agirc de nouveaux retraités cadres, 2013 /**A partir de 2008, hypothèses Apec

En 2014, le nombre de recrutements de cadres serait stable, à un peu plus de 163 000

Evolution des recrutements de cadres selon le scénario « Reprise économique modérée »

	Recrutements de cadres	Évolution des recrutements de cadres
2013	163 400	-10%
2014	163 200	-0%
2015	181 900	+11%
2016	199 700	+10%

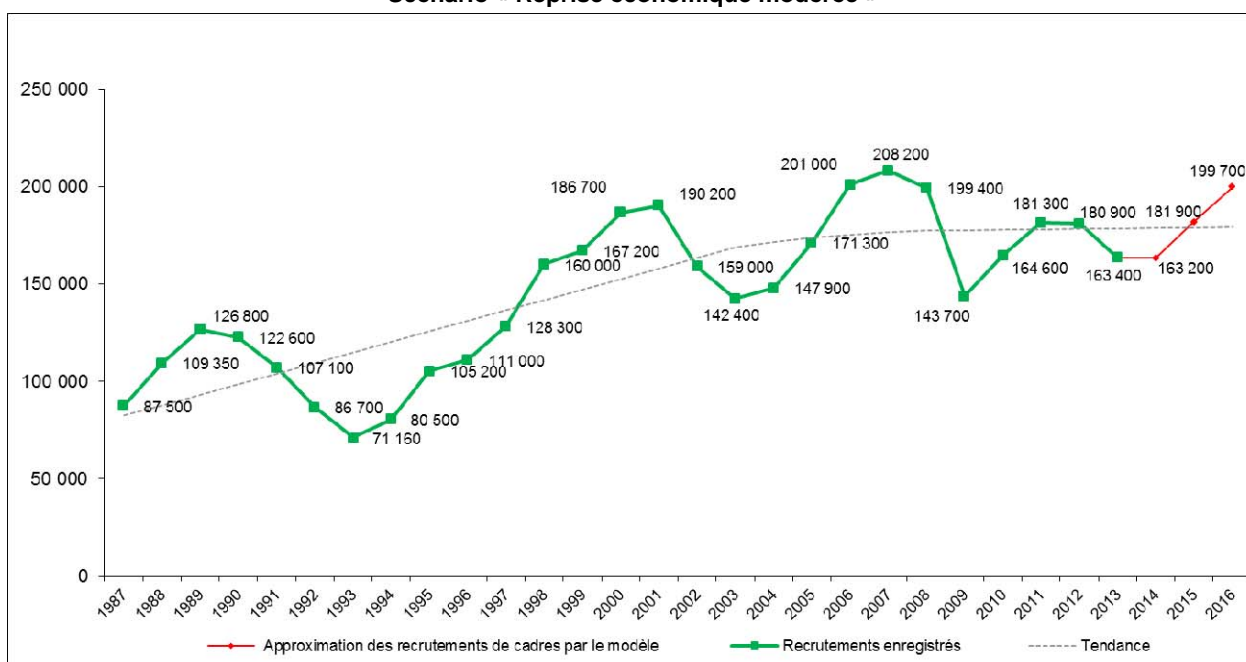
Source : Apec, 2014

Cette estimation correspond à la **fourchette basse des prévisions recueillies auprès des entreprises fin 2013** dans le cadre de l'enquête annuelle de l'Apec² (de 163 500 à 171 200). La **conjoncture moins favorable** qu'escomptée en début d'année explique ce résultat, indépendamment de la mise en **conformité de l'Insee** avec le système européen de comptes (SEC) et le passage en base 2010 des comptes nationaux³. C'est particulièrement le cas pour la FBCF qui pourrait finalement reculer de 1,2%.

La **baisse de la FBCF** enregistrée en 2013 (la première depuis 2009, à -0,8 %) se confirmerait donc en 2014 et contrecarrerait ainsi les effets de la légère hausse de la croissance. Le lien organique entre investissement et emploi cadre entraînerait alors la stagnation des embauches.

Par la suite, la reprise de **l'investissement en 2015 combinée à une croissance deux fois plus forte** se confirmerait en 2016. Cela se traduirait par une hausse significative des recrutements de cadres, permettant d'approcher en 2016 les niveaux d'avant la crise de 2008. La tendance de long terme serait alors nettement débordée.

Prévisions 2014 – 2016 du nombre de recrutements de cadres selon le modèle Apec
Scénario « Reprise économique modérée »



Source : Apec, 2014

ETUDE COMPLETE DISPONIBLE SUR DEMANDE AU SERVICE DE PRESSE 01 40 52 20 29

² Perspectives de l'emploi cadre 2014-Synthèse, Apec, février 2014

³ Pour des explications sur les conséquences de ce changement, cf. l'avertissement méthodologique en page 3 et *Les comptes nationaux passent en base 2010*, Insee, mai 2014.